

30ème café de géographie de Mulhouse
Sonia Jedidi, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8

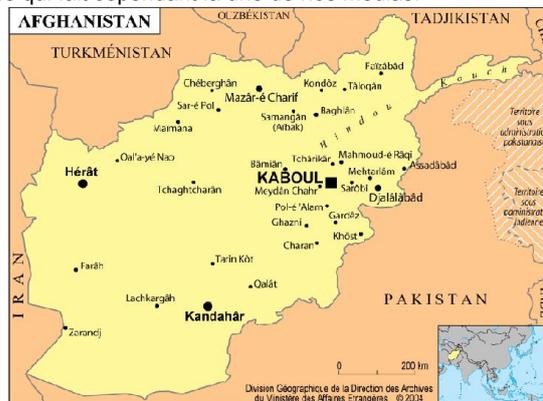
Les enjeux géopolitiques en Afghanistan
Mardi 10 avril 2007

Pourquoi l'Afghanistan ? J'y suis allée plusieurs fois depuis le milieu des années 90 avec l'ONG ACTED. J'y suis retournée l'année dernière pour effectuer une enquête de terrain dans le cadre d'un post doctorat mené sur la question des femmes et de l'aide au développement. Ces différents séjours dans le pays me permettent d'esquisser un panorama des enjeux géopolitiques

L'Afghanistan est un pays très éloigné de la France qui fait cependant la une de nos médias.

Il est en Asie centrale, bordé par 6 autres pays dont trois républiques ex soviétiques : le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan au Nord, à l'extrême Nord-Est, il possède une frontière avec la Chine ainsi qu'avec le Pakistan à l'Est et l'Iran à l'Ouest. L'Iran et le Pakistan ont joué un grand rôle en accueillant, chacun, pendant 20 ans de guerre civile, 3 millions de réfugiés.

Enclavé, en grande majorité rural, il ne compte que quelques grandes villes dont Kaboul, qui se caractérisent par un engorgement de population. Tant les réfugiés qui sont rentrés que les ruraux en quête d'emploi se précipitent vers les villes. Une capitale comme Kaboul cristallise tous les rêves et ceci explique qu'elle soit passée d'un million d'habitants en 2001 du temps des Talibans à 3 millions aujourd'hui, avec les corolaires inévitables des constructions sauvages et du chômage endémique.



Le pays est composé de plusieurs ethnies : 40% de Pachtouns, 25% de Tadjiks, 20% d'Hazaras, 5% d'Ouzbeks mais aussi des Ouigours et de nombreuses autres populations. Ces pourcentages sont des estimations. Il n'y a pas eu de recensement depuis longtemps. Le pouvoir est détenu par les Pachtouns qui se prétendent ethnies majoritaires et personne n'ose se lancer dans un recensement qui pourrait prouver le contraire, surtout les Américains !

• **Pourquoi parle t-on encore aujourd'hui de l'Afghanistan en France ?**

Première raison : on parle encore de ce pays parce qu'il est toujours en guerre, plongé dans les combats et les attentats. Contrairement à ce qui a été affirmé en 2001, la guerre n'est pas finie et on est toujours en situation de conflit. Les images de combats entre les Talibans et les forces gouvernementales, les attentats nombreux qui font des victimes tant parmi les civils que les forces armées sont monnaie courante. Une partie de la population s'oppose aux autorités élues et aux forces armées internationales. Les principaux opposants sont les Talibans qui ont beaucoup d'alliés dont l'ancien commandant Hekmatyar et al Qaïda.

Plus de cinq ans après l'intervention américaine, les Talibans sont toujours là. Après le 11 septembre, les Américains sont venus en Afghanistan pour combattre al Qaïda et éliminer les Talibans qui l'ont soutenu en l'hébergeant. La guerre a été gagnée en quelques semaines avec l'aide des forces de l'Alliance du Nord du commandant Massoud, assassiné peu avant les attentats. Cela leur a valu le soutien des Afghans qui l'ont considéré comme une victoire nationale : celle des forces du Commandant Massoud contre les Talibans

Du côté occidental, la guerre est perçue comme brillamment gagnée et va permettre la mise en place d'un gouvernement démocratique allié à l'Occident, soutenu par un engagement massif de l'aide internationale pour reconstruire le pays.

Du côté afghan, la communauté internationale est bien accueillie par une population lassée par 25 ans de guerre et par les exactions des talibans (Bouddhas de Bamian, lapidations, etc...).

A cette époque, tous les espoirs étaient permis ; le monde entier soutenait le pays, les moyens affluaient. Cinq ans après, la situation ne correspond pas aux espérances. Le pays souffre d'insécurité politique et économique, d'une criminalité brutale comme au temps des moudjahidines, de la progression du pavot dont l'Afghanistan est devenu le 1^{er} producteur mondial, d'une forte corruption, etc. Au Sud du pays, la ceinture pachtoune est en insurrection et les Talibans progressent. Les barbus réapparaissent de même que les bourqas même à Kaboul. Les femmes ont peur et préfèrent se cacher au cas où les Talibans reprendraient le pouvoir. On constate aussi une opposition à la modernité de la part des conservateurs et des religieux. L'euphorie du début a été remplacée par la peur, la méfiance et les critiques d'une grande partie des Afghans, ce qui favorise la progression des Talibans.

Deuxième raison : On parle toujours de ce pays parce que la France est impliquée dans la mission de sécurisation en participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité pour l'Afghanistan (FIAS), créée dans le cadre de la reconstruction. Cette unité est composée de contributions de divers États dont 1000 soldats français. D'autres forces spéciales, supprimées fin décembre 2006, combattaient contre al Qaïda aux côtés des Américains. De plus, elle contribue à la reconstruction, par le biais de nos entreprises et des ONG, qui poursuivent ce que les ONG françaises avaient commencé depuis longtemps (French Doctors).

Ces Français peuvent devenir les victimes du conflit ou être instrumentalisés. L'enlèvement de deux membres d'une ONG et de leur accompagnateur afghan la semaine dernière les a placés dans une situation d'otages à échanger contre des prisonniers. Les opposants font aussi pression sur les gouvernements étrangers en enlevant des humanitaires et des journalistes pour mettre fin à leur présence militaire.

Troisième raison : Ce conflit à des milliers de kilomètres peut avoir des répercussions internationales, ou sur le sol français. La France participe à la mission de sécurisation du Sud ce qui peut se traduire par des pertes humaines. Pour le moment, la France contrairement aux Anglais et aux Canadiens, n'a pas enregistré beaucoup de pertes et les Français semblent indifférents mais les opinions publiques des autres font déjà pression sur leur gouvernement pour un retrait car les pertes sont jugées trop lourdes. Le même type de réaction est prévisible en France d'autant que ce conflit pourrait entraîner des attentats sur notre territoire.

Cinq ans après le départ des talibans, la situation en Afghanistan est toujours aussi complexe. Quel bilan peut-on faire de la reconstruction, à quelles difficultés se heurte-t-on ? Quels sont les enjeux géopolitiques qui se posent à ce pays ?

Le débat est souvent trop manichéen car le bilan est mitigé. Des erreurs ont été faites mais il y a des points positifs. Très rapidement, on voit que les traces du conflit s'estompent en zones rurales et urbaines. On reconstruit les habitats, même si ce sont des maisons provisoires à côté desquelles s'érigent de somptueuses maisons probablement financées par les bénéfices du pavot. On reconstruit des ponts, des routes, des hôpitaux, des écoles. Il fallait la journée pour faire 300 km voici quelques années. Aujourd'hui, on voyage de Kaboul à Sheh khan bandar, poste frontière avec le Tadjikistan en 7h 30 heures par une bonne route. Le commandant Massoud avait détruit les ponts du nord pour stopper les talibans. Ils ont été depuis reconstruits. Les hôpitaux, les écoles se multiplient. Tous les besoins ne sont cependant pas couverts en matière d'éducation. Faute de place, il y a toujours un roulement dans les classes (en fonction de l'âge) et les enfants n'ont que deux à trois heures de cours par jour. C'est à la fois un problème d'infrastructure et d'insuffisance du corps enseignant car il manque une génération de professeurs formés. 5 millions d'enfants vont à l'école dont 1/3 sont des filles, interdites d'école par les Talibans ce qui est un point positif.

Les moyens de communication se sont améliorés. Le téléphone portable est généralisé avec l'apparition de compagnies privées. Internet marche très bien même si tout le monde n'y a pas accès, il y a beaucoup de cybercafés La monnaie est stable, le bazar a repris ses activités. Les afghans réinvestissent dans leur pays mais si l'insécurité s'accroît, cela peut changer.

Il existe aussi des points négatifs. Seule 6% de la population a accès à l'électricité même en ville où elle est souvent coupée ; il en est de même pour l'eau. Les 2/3 de la population sont analphabètes.

L'espérance de vie est toujours de 44 ans. La moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Plus de la moitié du PNB est due à l'opium.

Il est clair que la communauté internationale ne pouvait pas tout réparer en 5 ans d'autant que ce pays faisait partie avant la guerre des pays les moins avancés. Elle est très critiquée mais a-t-elle fait les bons choix ? Ne fallait-il pas plutôt intervenir dans les accès à l'eau et à l'électricité en priorité, des secteurs à forte visibilité ? Était-ce réalisable ?

Les Afghans ne le comprennent pas, n'admettent pas les retards. On a fait du saupoudrage, mis en place des programmes de développement complexes tels les programmes de gouvernance locale (apprentissage du comportement démocratique à l'échelle locale) N'était-ce pas trop tôt avec une population quasi-analphabète ? La communauté internationale a fait beaucoup de promesses mais sans donner de date. Les employés afghans des ONG ont de hauts salaires : pour les moins qualifiés 100 à 150 dollars (beaucoup moins que ceux d'une grande agence internationale mais un haut fonctionnaire local n'aura que 50 dollars, un enseignant 35 dollars). Ceux qui sont dans le système, ne critiquent pas l'aide de même que ceux qui font des affaires. Les propriétaires des maisons épargnées par les destructions ont profité de l'envol des loyers: 6000 à 7000 dollars par an).

Les autres critiquent la présence internationale et le gouvernement.

Ils ont le sentiment que l'argent est détourné ou dans le meilleur des cas, utilisé à mauvais escient. Le salaire des experts et des consultants 30 fois supérieur à celui des Afghans suscite des jalousies. Ces postes qui nécessitent un niveau de qualification élevé sont accessibles aux Afghans, mais seuls en profitent ceux qui sont rentrés au pays, après avoir été réfugiés en Europe ou aux États-Unis. « Ces Afghans de l'extérieur » entraînent de violents ressentiments de la part des afghans locaux. L'opinion publique pense que tout l'argent sert à payer les salaires et se développe un sentiment d'exclusion, de frustration. Un des enjeux de la communauté internationale est de reconquérir les Afghans déçus qui croyaient en elle au départ. **Il en va de la stabilité de l'Afghanistan et de son ancrage à l'Occident et à ses valeurs.**

La reconstruction politique est difficile même si la communauté internationale a mis le paquet dès le départ. Depuis la conférence de Bonn en décembre 2001, un calendrier a été établi. Une constitution a été rédigée et votée, un président et une assemblée ont été élus au suffrage universel. L'armée et la police ont été reconstituées mais l'État n'est toujours pas souverain sur l'ensemble du territoire et il a du mal à asseoir son autorité. L'ensemble du pays n'est toujours pas été pacifié. Dès 2002-2003 les Talibans sont réapparus et ont adopté une stratégie de guérilla pour faire fuir les forces armées et l'aide internationale. Ils sont soutenus par les déçus qui les cautionnent. En fait, ils n'avaient jamais disparu mais s'étaient fondus dans la population. L'erreur de la communauté internationale a été de les sous-estimer. De même, qu'elle a sous-estimé leur ancrage dans la population, surtout en zone pachtoune. Une des principales erreurs a été de les exclure du jeu politique.

Elle a pourtant essayé dès le départ de s'attirer la sympathie des Pachtoune (les Talibans sont en grande majorité pachtoune) bien que la guerre ait été gagnée avec les Tadjiks de Massoud. Elle a maintenu leur position traditionnelle à la tête de l'État, en y installant Hamid **Karzaï**, un pachtout issu d'une grande tribu de Kandahar, qui avait été consultant des Américains pour un gazoduc. Elle a par ailleurs donné les ministères clés : Défense, Intérieur et Affaires étrangères aux Tadjiks et des pouvoirs secondaires aux commandants locaux. Depuis, les Tadjiks ont été écartés par Karzaï et par eux-mêmes en raison de la corruption qui a terni leur image de marque au sein même de leur communauté.

Cependant, le gouvernement ne parvient pas à réduire l'autonomie des pouvoirs locaux car l'État est faible en dehors des villes. **Il évite de créer des tensions, en tentant d'occuper le terrain dans des zones relativement calmes comparées au Sud en perpétuelle ébullition.**

De plus, le gouvernement n'est pas parvenu à réduire la progression des Talibans dans le sud et la ceinture pachtoune. Ils contrôlent des zones rurales, s'emparent de chefs lieux qu'ils ne gardent pas, bénéficient de la sympathie d'une grande partie de la population notamment la rurale, qui partage leurs valeurs tribales et religieuses alors que le gouvernement légal diffuse des idées perçues comme

étrangères, comme la démocratie.

Le mode de vie dans les campagnes correspond à celui imposé par les Talibans lorsqu'ils étaient au pouvoir. Des lois ont été votées accordant aux femmes des droits équitables aux hommes. Pourtant les femmes sont toujours sous la tutelle d'un mâle de la famille et ne sont ni libres de leur décision ni de leur mouvement. En zone rurale, les femmes qui participent aux programmes d'aide ne peuvent pas prendre de décision, doivent toujours être accompagnées par un mâle, même si ce n'est qu'un jeune enfant. On veut une mixité dans les programmes d'aide mais les ONG doivent jongler pour y parvenir. Les hommes envoient les femmes les plus âgées dans les programmes d'aide ; ceux sont, dans la plupart des cas, des parentes à l'élue homme qui préside la séance et les surveille. Quand on leur apprend qu'elles ont des droits, elles mettent en avant leurs règles, leurs traditions, leur religion. Elles ne réclament rien et acceptent sans problème les volontés des Talibans qui ne gênent en fait que les femmes plus modernes de Kaboul.

Enfin, Hamid Karzaï n'a pas d'ancrage local, ni de base politique. Il n'a toujours pas réussi à se construire une base politique et à s'imposer comme un acteur politique autonome de la présence étrangère.

Le problème crucial est la sécurité. **L'insécurité qui sévit sur le territoire risque de compromettre définitivement le processus de paix entamé dans le pays.** Chaque année est plus meurtrière que la précédente. La mode des attentats-suicides importée d'Irak, vise l'appareil militaire occidental **et les forces de sécurité afghane.** Le banditisme, les enlèvements crapuleux touchent des acteurs de l'aide et les civils afghans. Les otages sont revendus aux talibans ou à al Qaïda qui payent plus cher surtout quand l'affaire est médiatisée. Tout cela favorise la peur et le mécontentement de la population et de la communauté internationale. Les programmes d'aide s'arrêtent dès que les messages d'alerte interviennent et ils sont parfois excessifs.

Face à la recrudescence de la violence, l'OTAN qui commande la force internationale a décidé de reprendre en main le sud, ce qui veut dire reprise des combats et bavures parfois avec des victimes civiles d'où mécontentement de la population. Pour la réussite de la reconstruction, il faut impérativement pacifier le territoire. C'est pourquoi la FIAS s'est étendue sur l'ensemble du territoire. En 2002, la mission avait peu d'hommes et ne devait sécuriser que Kaboul, les États occidentaux n'ont pas fourni au départ les moyens nécessaires à la sécurisation du pays. Il a fallu du temps pour élargir le territoire et accroître le nombre d'hommes. L'influence de l'Irak a joué et depuis, les Américains sont passés sous commandement de l'OTAN et on compte 30 000 hommes répartis sur le territoire.

La bataille est en train de se jouer, l'offensive de printemps annoncée sanglante par les Talibans a entraîné un renfort de forces armées occidentales. Cependant, la communauté internationale sera bien obligée de tenir compte des talibans, de négocier avec les plus modérés, mais comme ils se sont renforcés eux aussi, la négociation va être plus difficile que voici un an ou deux.

Questions

Les bases idéologiques de l'intervention occidentale ne sont-elles pas soumises à l'idéologie sécuritariste américaine ? C'est-à-dire une approche en termes de sécurité, de réaction face à une menace. Un affrontement idéologico-stratégique occident-monde musulman mais si on se bat sur des bases stratégiques fausses, on ne peut qu'avoir tort ? Voulait-on gagner la guerre ou produire de la paix ?

On voulait les deux. On voulait gagner la guerre pour supprimer aux terroristes leurs bases en Afghanistan.

Autre enjeu : on voulait gagner la paix en soutenant massivement le pays et en exportant la démocratie censée guérir tous les maux de ces pays. **Or il est difficile d'importer la démocratie.** La démocratie ne s'injecte pas par perfusion. Il faut des décennies **pour qu'une population puisse en acquérir les principes. Les Afghans ont un système politique traditionnel qui est comparable quelque part à la démocratie** mais il n'y pas de mixité. Il y a des assemblées de femmes et des assemblées d'hommes **où les problèmes de la communauté sont discutés.** **Pourquoi** les obliger à en faire des mixtes ? N'y avait-il pas plus urgent à régler ?

J'ai entendu deux informations. Lors des opérations militaires fin 2001, les Américains se seraient hâtés lentement et auraient mis un mois et demi à réagir. Le nombre de soldats au sol était inférieur au nombre de policiers dans le seul Manhattan alors qu'en Irak, 100 000 hommes ont été engagés dès le départ. Quand on veut mettre le paquet, on peut le faire. Pourquoi cette attitude ? Voici un an, des soldats français des forces spéciales ont affirmé avoir pu tirer sur Ben Laden mais ne pas avoir reçu l'ordre de l'abattre. Si cette information est vraie, n'est-il pas un épouvantail bien pratique pour créer un climat sécuritaire en Occident ?

Les premières frappes sur Kaboul ont pris 15 jours, il leur fallait le temps de s'organiser. Ils n'avaient pas engagé beaucoup d'hommes car ils s'appuyaient sur les hommes du commandant Massoud dont ils assuraient l'appui aérien et ils ont gagné facilement des batailles notamment avec des frappes chirurgicales. Pour Ben Laden, j'ignore si l'information est vraie ou fausse. Cependant, si l'information est vraie, je crains que ce ne soit plutôt un problème de chaîne de commandement, effectivement complexe et lente.

J'ai l'impression que les Etats-Unis sont dans la même situation que les Russes dans les années 80. J'étais médecin humanitaire en Afghanistan à cette époque et la réalité du pouvoir est aussi faible qu'avant, les intérêts complexes jouent contre eux. Quel est le rôle de la Russie aujourd'hui ? L'Afghanistan était uni quand il louvoyait entre la Russie et l'Angleterre. J'ai peur que l'on soit reparti pour un nouveau cycle de violence De moins en moins de régions sûres, de moins en moins d'humanitaire. N'est-on pas dans une situation symétrique à celle de l'époque soviétique ?

On commence à se poser ce type de question, il y a des similitudes mais ce n'est pas encore la même chose. Nous n'avons pas encore la même intensité d'insurrection.

Les relations avec les Russes sont rares. Je les ai vus une fois alors qu'ils intervenaient pour aider à la reconstruction du tunnel du Salang dont ils sont à l'origine les constructeurs. Des liens existent toujours mais ils sont discrets, il y a quelques investissements.

Je suis afghan et partage votre analyse en ce qui concerne l'intervention internationale. Les Afghans ont besoin d'une décision honnête de la société internationale. Je suis ici depuis 1999 après des problèmes avec les talibans. Au moment de l'intervention américaine, il y avait des négociations pour réconcilier les partis mais en cachette, la communauté internationale a négocié avec les chefs de guerre contre la Russie puis ce fut la guerre de 1992 à 1996, avec l'arrivée des Talibans en 1994. Les Américains ne voulaient pas aider les Afghans mais lutter contre le terrorisme. Ils voulaient faire la guerre la moins coûteuse possible sans se préoccuper des problèmes des Afghans. Après Bonn, on a obtenu comme résultat, que l'Afghanistan est devenu le premier pays producteur d'opium. Pour les Européens, il fallait lutter contre ce trafic mais ils ne se sont pas occupés des problèmes de fond. Le bilan que vous avez dressé est juste, la sécurité n'est pas assurée, la corruption est partout. On sort chaque année du pays en tout impunité 6100 tonnes de pavot, soit 95% de la production mondiale.

Commentaire [MSOffice1]: Je ne me souviens plus de ce qu'il a dit mais il manque quelque chose. J'ai l'impression qu'il résume plutôt la période occupation soviétique à moins qu'il n'est commencé par la situation actuelle puis est passé à la période précédente

Le Pakistan joue un rôle important dans le conflit pour des raisons historiques. En 1892, un protocole entre le shah et l'Afghanistan avait mis au pas les régions tribales pour 100 ans. En 1992, date de la chute des communistes, les moudjahidines ont été utilisés pour mettre en place un gouvernement pro pakistanais. Les tadjiks, les pachtouns ont changé, l'important est de sécuriser le pays.

Bernard Reitel

A propos de la réconciliation internationale, y a-t-il une identité nationale afghane ?

Difficile question, l'idée de nation afghane au sens moderne du terme est récente. La nation afghane est en construction. Le sentiment identitaire afghan dépasse les identités ethniques, régionales et religieuses dès que les Afghans se sentent agressés, ils s'unissent « contre » toute incursion, occupation étrangère. L'identité nationale afghane se renforce dans l'adversité.

Un processus de réconciliation nationale est en cours mais il est fragile. Il fallait peut-être passer par cela et oublier le passé en pardonnant aux criminels de guerre. Qui n'a pas de sang sur les mains après 25 ans de guerre ?

Vous avez parlé de l'installation d'une démocratie en Afghanistan, n'est ce pas utopique quand on voit le sort des femmes. ?

C'est une utopie qu'elle soit mise en place du jour au lendemain, la rapidité est une utopie.

A quoi sert une assemblée de femmes ?

Elle sert à discuter des problèmes de la communauté, des questions basiques, à apaiser des querelles villageoises. Il ne faut pas croire que les femmes ne s'expriment pas. Les femmes peuvent parfois imposer des choses au sein de la famille mais ne peuvent pas parler avec des étrangers. Elles parviennent cependant à faire passer leurs idées dans la famille et elles ont un réel pouvoir de persuasion.

A Kaboul, de nombreuses femmes travaillent mais elles restent une minorité par rapport à l'ensemble du pays. Ce sont ces femmes qui adhèrent aux valeurs défendues par les occidentaux et qui se sentent opprimées. On parle des minorités visibles et jamais des majorités silencieuses qui n'ont pas accès aux valeurs que l'on veut leur imposer. Elles vivent dans la problématique de la survie quotidienne. La burqa est le cadet de leurs soucis car leur problème consiste à faire manger leur famille. Le travail sur le terrain qui essaye d'expliquer que l'Islam n'a jamais imposé le voile est un travail de longue haleine et doit être au fond demandé par elles. Cela passe par l'éducation et une éducation de qualité. Par l'éducation, elles atteindront, réclameront et accepteront de nouvelles valeurs mais cela doit venir d'elles.

Mulhouse, 12 avril 2007
Café Rey
Sonia Jedidi

Source image : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/gif/afghanistan.gif>